

**Procès-verbal de la réunion des conseils d'administration des 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé, maintenant devenus le conseil d'administration de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire
Le 2 mars 2022**

Une réunion virtuelle du conseil d'administration de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire a eu lieu le 2 mars 2022, à 13 h.

MEMBRES PRÉSENTS :

Membres avec droit de vote :	Joe Parker, président du conseil d'administration Glenna Raymond, vice-présidente du conseil d'administration Carol Annett, membre du conseil d'administration Anne Campbell, membre du conseil d'administration Eugene Cawthray, membre du conseil d'administration Michael Dibden, membre du conseil d'administration Stephan Plourde, membre du conseil d'administration Shanti Gidwani, membre du conseil d'administration Kate Fyfe, membre du conseil d'administration John Beardwood, membre du conseil d'administration
Absences motivées :	Aucune
Membres du personnel présents :	Cynthia Martineau, directrice générale Barbara Bell, vice-présidente, Qualité et risques Lisa Burden, vice-présidente, Soins à domicile et en milieu communautaire Lisa Tweedy, vice-présidente, Ressources humaines et relations de travail Karin Dschankilic, vice-présidente, Finances et services généraux Marla Krakower, vice-présidente, Services aux employés, expérience des employés et relations publiques Jeffery Simser, directeur juridique, Direction des services juridiques pour les organismes Leila Beheshti, Direction des services juridiques pour les organismes Karen Ho, Direction des services juridiques pour les organismes Erica Jeffery, gestionnaire des relations d'entreprise et des relations avec le conseil d'administration et adjointe de direction de la directrice générale
Invités :	Cathy Kelly, Jutta Schafler Argao, Debbie Roberts, Karen Taillefer, Tini Le, Claire Ludwig, Karyn Lumsden, Brock Hovey, Cindy Ward, Mary Grattan-Gielen, Martina Rozsa, Richlyn Lorimer, Sarah Vertlieb, Beverley Kelly, Heidi Manseelka, Robert Delvecchio, Daryl Nancekivel, Janet Wright, Dave Speedie

A. Ouverture de la séance

A.1. Ouverture

Le quorum étant constaté, la séance est ouverte à 13 h 02.

A.2 Reconnaissance du territoire

Le président du conseil d'administration procède à la reconnaissance du territoire traditionnel.

A.3 Adoption de l'ordre du jour de la réunion du 2 mars 2022

Le président du conseil d'administration propose que le point « Moment de réflexion sur l'équité » soit traité en début de réunion et inscrit à l'ordre du jour comme point A.5.

Joe Parker propose, avec l'appui de Stephan Plourde,

Que l'ordre du jour du 2 mars 2022 soit adopté sous réserve de la modification proposée.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

A.4 Conflits d'intérêts

Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré.

Les membres se présentent à tour de rôle étant donné la présence de trois nouveaux membres, soit Kate Fyfe, Shanti Gidwani et John Beardwood.

A.5 Moment de réflexion sur l'équité

Stephan Plourde se penche sur la définition d'égalité et d'équité.

Suivi : Eugene Cawthray offrira un moment de réflexion sur l'équité à la réunion du conseil d'administration en mai.

B.1 Témoignage d'un patient

Le témoignage de patient porte sur un patient qui reçoit des soins de plaies et sur l'excellent partenariat établi entre Services de soutien à domicile et en milieu communautaire du Centre-Ouest et un organisme fournisseur de services. Cette collaboration a produit une expérience et des résultats positifs pour le patient.

C. Résolutions en bloc

C.1 Approbation des résolutions en bloc

Le conseil d'administration demande une discussion plus approfondie sur le rapport de la directrice générale.

Anne Campbell propose, avec l'appui de Stephan Plourde,

Que les résolutions en bloc du 2 mars 2022 soient approuvées sous réserve des modifications proposées.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Eugene Cawthray se joint à la réunion à 13 h 40.

Rapport de la directrice générale

La directrice générale fait rapport sur les mesures prises en réponse à la pandémie. Elle note que depuis janvier, les efforts sont axés sur la continuité des activités étant donné l'impact de la plus récente vague de COVID sur les ressources humaines dans le domaine de la santé. Services de soutien à domicile et en milieu communautaire continuera d'appliquer la politique de vaccination obligatoire, tout comme d'autres grands organismes de soins de santé tels que les hôpitaux. Les membres discutent des organismes fournisseurs de services contractuels qui ont mis en application la politique de vaccination ainsi que des organismes ayant des contrats de surplus de volume dont certains employés pourraient ne pas être vaccinés. Services de soutien à domicile et en milieu communautaire effectuera un suivi concernant l'approche à utiliser pour assurer la sécurité des patients et la prise de précautions appropriées pour les patients et les soignants.

La directrice générale fait état de ses expériences relatives à la participation interne et externe. Elle note que les partenaires comprennent bien le mandat de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire et que les conversations sont positives et axées sur la collaboration.

Le conseil d'administration reconnaît les efforts déployés par Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Champlain pour gérer la situation découlant du convoi de camionneurs et pour assurer la prestation de soins aux patients les plus vulnérables.

Suivi : L'équipe des communications cherchera à obtenir un témoignage de patient portant sur les mesures prises en réponse au convoi de camionneurs dans la région de Champlain.

D. Rapports de comités

D.1 Comité des soins aux patients, de la qualité, des risques et de l'innovation

Rapport d'évaluation des risques trimestriel exigé dans la Directive concernant les organismes et les nominations

Le Comité a examiné le rapport d'évaluation des risques exigé dans la Directive concernant les organismes et les nominations, notamment le volume de risques. Le personnel a fait état des stratégies à adopter pour traiter ces risques, y compris la présentation d'une analyse de rentabilité au ministère de la Santé.

Tableau de bord équilibré

Le Comité a examiné la première version du tableau de bord et reçu les derniers renseignements sur la fréquence à laquelle communiquer les nouveaux indicateurs au cours des prochaines réunions. Quatre indicateurs additionnels sont en voie d'élaboration, notamment un indicateur relatif à l'expérience du patient. Le sondage sur la satisfaction des patients fait présentement l'objet d'un processus d'approvisionnement, et la production d'indicateurs suivra.

Rendement des organismes fournisseurs de services

Le Comité a reçu un aperçu de la façon dont Services de soutien à domicile et en milieu communautaire surveille le rendement des organismes fournisseurs de services et les tient responsables de leur rendement, notamment des indicateurs surveillés. Il a été noté que la pandémie a eu un impact important

sur les ressources humaines en santé, particulièrement dans les domaines des services de soutien à la personne et des soins infirmiers. Services de soutien à domicile et en milieu communautaire et les organismes fournisseurs de services ont collaboré pour que les patients les plus vulnérables puissent recevoir des soins durant la pandémie, et ils poursuivent leurs efforts.

Les membres discutent des défis que présente la gestion des organismes fournisseurs de services dont le rendement est sous-optimal ainsi que des défis continus en matière de ressources humaines qui ont une incidence sur l'ensemble du système de santé, notamment sur les soins de longue durée. Pour remédier aux problèmes liés aux ressources humaines, il est proposé de lancer des projets provinciaux, comme la formation à l'interne d'infirmières et d'infirmiers et l'examen des taux contractuels et des coûts de transport. Il est aussi proposé de se pencher sur le recrutement et le maintien en poste de nouveaux employés pour le secteur des soins à domicile.

Le personnel a examiné des rapports d'incidents et des plaintes de patients dans le cadre de la gestion des contrats des organismes fournisseurs de services, et il continue de se pencher sur les mesures de résultats. Le personnel a noté des écarts à l'échelle provinciale pour ce qui est des soins manqués, selon que les patients se trouvent en milieu rural ou urbain. Les membres ont discuté de l'importance d'élaborer de nouveaux modèles de prestation de soins afin d'améliorer les soins.

Suivi : Les futurs rapports doivent inclure une répartition des résultats pour chaque organisme de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire.

Rapport sur la protection de la vie privée

Le Comité a reçu un aperçu de l'approche provinciale de la protection de la vie privée, notamment des textes législatifs clés et des efforts déployés pour assurer la confidentialité des renseignements sur les patients, le personnel et les organismes. Des mesures ont été prises pour normaliser l'approche de la protection de la vie privée au sein des 14 organismes.

Rapport provincial sur les plaintes

Le personnel a remis au Comité le premier rapport provincial sur les plaintes. Un groupe de travail provincial a été établi en vue de traiter les plaintes et d'harmoniser les processus à l'échelle des 14 organismes.

D.2 Comité des finances, de la vérification et de l'information

Approvisionnement d'une source unique – services de télécommunications

Le Comité des finances a présenté une recommandation concernant l'acquisition de services de télécommunications auprès du fournisseur actuel pour une période allant jusqu'à un an, reconnaissant que le personnel n'a pu prolonger le contrat actuel.

Carol Annett propose, avec l'appui de Michael Dibden,

Que le conseil d'administration des 14 organismes approuve l'acquisition de services auprès du fournisseur actuel, Allstream, pour une période maximale d'un an.

La proposition est soumise au vote et

Actualisation du budget 2021-2022

Il faut modifier le budget 2021-2022 afin de refléter le financement additionnel confirmé par le ministère de la Santé.

Kate Fyfe propose, avec l'appui d'Eugene Cawthray,

- 1) Que le conseil d'administration des 14 organismes approuve la modification du budget d'exploitation 2021-2022 pour refléter les lettres de financement suivantes du ministère de la Santé et d'autres rajustements :

Date	Objet	Montant
Le 1 ^{er} avril 2021	Hypothèse d'augmentation du financement de base de 1 %	\$ (financement de base)
Le 21 janvier 2022	Hausse salariale temporaire pour les préposés aux services de soutien à la personne	49 942 200 \$ (financement unique)
Le 27 janvier 2022	Élargissement des services de soins à domicile – interventions et rétablissement dans le contexte de la pandémie de COVID	55 282 800 \$ (financement unique)
Le 8 février 2022	Transfert au sein de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire	25 890 000 \$ (financement de base) 7 050 000 \$ (financement unique)
Le 8 février 2022	Transfert de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire à Santé Ontario	4 699 428 \$ (financement de base) 2 683 485 (financement unique)
Le 10 février 2022	Transfert des soins regroupés des initiatives de coordination régionales à l'enveloppe budgétaire des soins à domicile	29 929 \$ (financement de base)

- 1) Que le conseil d'administration des 14 organismes approuve la modification du budget d'exploitation 2021-2022 pour y inclure toute lettre de financement additionnelle concernant le budget d'exploitation 2021-2022 reçue après la réunion du conseil d'administration ainsi que d'autres rajustements de fonds mineurs.

La proposition est soumise au vote et

Budget d'exploitation 2022-2023

Le budget d'exploitation proposé pour 2022-2023 a été présenté aux fins d'approbation, à la suite de l'examen et de l'approbation du Comité des finances. Le personnel a confirmé avoir travaillé avec le ministère de la Santé pour assurer la conformité du budget à l'énoncé économique à l'automne.

Joe Parker propose, avec l'appui de Shanti Gidwani,

Que le conseil d'administration des 14 organismes approuve les budgets d'exploitation 2022-2023 des 14 organismes suivant les principes ci-dessous :

- i. Les dépenses au chapitre des soins à domicile au sein des 14 organismes tiennent compte des volumes de patients et des services aux patients ainsi que des demandes d'ETP, comme elles sont recommandées par chacun des 14 vice-présidents, Services de soins aux patients. Les dépenses tiennent aussi compte des demandes des patients et de la capacité en matière de prestation de soins.
- ii. Contrairement à la directive du ministère, une portion du financement alloué doit être appliquée aux dépenses administratives afin d'assurer le maintien des activités, un niveau de risque organisationnel acceptable et un budget équilibré. Le personnel doit continuer de négocier cette position avec le ministère.
- iii. Des documents financiers à l'appui des initiatives liées au plan d'activités annuel seront soumis au ministère. Cela comprendra des dépenses administratives additionnelles de 11 millions de dollars pour la transformation et de 15 millions de dollars pour la technologie de l'information, ce qui représente un déficit budgétaire de 26 millions de dollars.
- iv. Le personnel de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire élaborera un processus pour approuver l'embauche d'employés administratifs essentiels et il ne donnera pas suite aux mesures et exigences proposées relativement au déficit administratif de 26 millions de dollars.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Gestion de la production de rapports sur les finances et les risques

Un aperçu des six principaux risques au sein des 14 organismes a été livré au conseil d'administration à titre informatif et aux fins d'examen, notamment les risques liés à l'approvisionnement, à l'établissement de contrats, aux situations de déficit budgétaire et à la capacité de fournir des soins à domicile gérés par la famille.

Examen des contrôles et des plans de vérification internes

Pour ce qui est de l'examen annuel des contrôles et des plans de vérification internes, le personnel a assuré au conseil d'administration que l'examen a été effectué en faisant référence au processus exhaustif suivi et aux documents préparés par les vice-présidents, Services généraux, des 14 organismes de Services de

soutien à domicile et en milieu communautaire, en vue de l'attestation des certificats d'assurance pour les organismes gouvernés par un conseil d'administration.

Attestation des certificats d'assurance pour les organismes gouvernés par un conseil d'administration

Le Comité des finances a appuyé l'approbation de l'attestation des certificats d'assurance pour les organismes gouvernés par un conseil d'administration, notamment les commentaires sur la note d'accompagnement soumise au président du conseil d'administration.

Glenna Raymond propose, avec l'appui d'Eugene Cawthray,

Qu'à la suite d'un examen de l'attestation pour les organismes gouvernés par un conseil d'administration 2021-2022, du calendrier de sensibilisation aux fraudes 2021-2022 et du rapport sur les exceptions de l'organisme 2021-2022, le conseil d'administration des 14 organismes autorise le président du conseil d'administration à soumettre l'attestation ci-jointe pour les organismes gouvernés par un conseil d'administration conformément à l'annexe C de la note d'information « Attestation des certificats d'assurance pour les organismes gouvernés par un conseil d'administration » datée du 2 mars 2022.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

D.3 Comité des ressources humaines, de la diversité, de l'équité et des communications

Dernières nouvelles concernant la stratégie relative au personnel

La présidente du Comité a communiqué verbalement les dernières nouvelles concernant la stratégie relative au personnel. Elle a noté que des travaux importants ont été entrepris à l'échelle provinciale, plus de 100 employés ayant été affectés à chaque projet. Le personnel a aussi indiqué que la gestion du rendement figure parmi les projets lancés dans le cadre de la stratégie.

Indicateurs relatifs aux ressources humaines

Le Comité a avalisé la définition de deux indicateurs, soit « roulement volontaire » et « congés de maladie », qui seront ajoutés au tableau de bord équilibré. Le personnel travaille aussi à l'élaboration d'une série d'indicateurs relatifs aux ressources humaines, qui seront inclus dans un tableau de bord des ressources humaines.

Glenna Raymond propose, avec l'appui de John Beardwood,

Que le conseil d'administration des 14 organismes approuve les définitions du roulement volontaire et des congés de maladie aux fins d'inclusion dans le tableau de bord équilibré, comme elles ont préparées et présentées par le personnel.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

D.4 Comité de la gouvernance

Politiques du conseil d'administration

Le Comité de la gouvernance s'emploie à assurer la mise en place de politiques de gouvernance appropriées pour les 14 organismes, qu'il soumettra par étapes au conseil d'administration aux fins d'approbation. Le Comité a passé en revue et approuvé sept politiques aux fins d'approbation par le conseil d'administration. La Direction des services juridiques pour les organismes a indiqué que les membres du conseil d'administration devraient connaître les politiques, mais qu'un examen annuel de ces politiques ne sera pas nécessaire.

Carol Annett propose, avec l'appui de Stephan Plourde,

Que le conseil d'administration des 14 organismes appuie le processus d'élaboration et d'approbation des politiques du conseil d'administration et approuve les politiques surlignées à l'annexe A de la note d'information « Processus pour l'élaboration et l'approbation des politiques du conseil d'administration » datée du 2 mars 2022, sous réserve de la modification proposée.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Suivi : Le personnel corrigera la faute de frappe dans la politique sur les rôles et les responsabilités.

Séance éducative pour le conseil d'administration

Le Comité de la gouvernance a recommandé la tenue d'une séance d'information sur le module de formation sur la culture autochtone, suivie d'une séance avec animateur sur l'équité et la diversité. Il a été noté que la séance pourrait être offerte en personne ou virtuellement. Une séance semestrielle sur des sujets touchant la diversité a été proposée. Le personnel préparera une bibliothèque en ligne de ressources sur la diversité et l'équité.

Commentaires du conseil d'administration

Le président du Comité s'est penché sur les réponses fournies jusqu'à présent dans le cadre du sondage et a noté qu'il s'avère très utile de demander aux membres de remplir un sondage à la fin de chaque réunion. On a demandé aux membres du conseil d'administration de s'assurer de fournir des commentaires utiles au Comité de la gouvernance aux fins d'examen et de discussion.

Composition des comités

Chacun des comités pourra profiter de nouvelles compétences grâce à la nomination récente de trois nouveaux membres pour le conseil d'administration. La grille des compétences du conseil d'administration sera actualisée et le président du Comité communiquera avec les nouveaux membres pour savoir à quel(s) comité(s) ils aimeraient siéger.

Le Comité de la gouvernance présentera aussi l'ébauche du mandat du nouveau comité permanent proposé du conseil d'administration. Ce comité appuiera la transition vers les équipes Santé Ontario.

Leila Beheshti se joint à la réunion à 15 h.

E. Affaires nouvelles

E.1 Initiatives stratégiques – rapport sur les progrès

Le personnel a fourni le premier rapport trimestriel sur les progrès réalisés relativement aux initiatives et aux priorités stratégiques prévues dans le plan d'activités annuel de l'organisme.

Les membres discutent de l'ensemble de l'effectif chargé de la prestation de services, notamment des soignants, en faisant remarquer que le personnel du domaine de la santé ne se limite pas aux employés de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire; il comprend également les employés des organismes fournisseurs de services et les soignants. Les membres discutent aussi du besoin de s'assurer que le ministère de la Santé et des Soins de longue durée connaît le rôle et la valeur de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire au sein du système de santé.

E.2 Analyse du contexte des équipes Santé Ontario

Un aperçu du contexte actuel des équipes Santé Ontario est livré au conseil d'administration. Il est noté que le niveau de collaboration avec Services de soutien à domicile et en milieu communautaire a augmenté considérablement d'août 2021 à janvier 2022. Le type et le niveau de participation varient d'une équipe Santé Ontario à l'autre. Services de soutien à domicile et en milieu communautaire fournit du soutien, notamment ce qui suit : aide à la prise de décisions, leadership axé sur la collaboration, ressources humaines du domaine de la santé, consultations et gestion de projets, de la protection de la vie privée et des risques. On note aussi l'absence d'un cadre de gouvernance pour les équipes Santé Ontario et le manque d'uniformité au chapitre de la gouvernance qui en résulte partout en province.

Le personnel fait état d'une proposition selon laquelle un certain nombre d'équipes Santé Ontario seraient invitées à soumettre des projets et, parmi ceux-ci, cinq « projets principaux » seraient retenus. On note aussi l'importance de la collaboration et de la participation des organismes fournisseurs de services, du secteur des soins primaires et de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire.

F. Séance à huis clos

Glenna Raymond propose, avec l'appui de Joe Parker,

Que les membres du conseil d'administration se retirent à huis clos à 15 h 34 pour discuter de questions d'intérêt juridique et public ainsi que de questions relatives au personnel.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

G. Clôture de la réunion

Après le retour à la séance publique à 17 h 30, Joe Parker propose, avec l'appui d'Eugene Cawthray,

Que la séance soit levée.

La proposition est soumise au vote et

ADOPTÉE.

Tous les points à l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 17 h 31.

Copie originale signée par

Joe Parker, président du conseil d'administration

Le 17 mai 2022

Date

Copie originale signée par

Cynthia Martineau, secrétaire générale

Le 17 mai 2022

Date